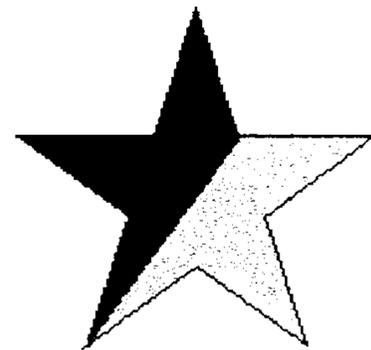


# Clash



bulletin national du secteur lycéen d'Alternative Libertaire  
numéro un - octobre 1998

Six mois après le mouvement en Seine-Saint-denis...



## *Nous avons encore tant à gagner !*

### La réforme ? Quelle réforme ?

Vous souvenez-vous, en octobre 1997, du questionnaire pour les lycées ? En avril-mai 98, inspiré des réponses de ce questionnaire, Philippe Meirieu rendait public son rapport sur les lycées préconisant certaines réformes pédagogiques et de filières. Dès juillet, Allègre adoptait les « 10 exigences indissociables » pour l'enseignement secondaire, d'où l'essentiel des idées de Meirieu avait disparu.

Aujourd'hui, à la rentrée 98, Allègre annonce qu'il engagera une réforme à la rentrée 99... une réforme pédagogique dont voici les principaux points :

- réduction des horaires pour les élèves : 26 ou 28 heures en filière générale, 30 ou 32 heures en filière technologique. Viendront en plus quelques heures de travaux en petits groupes de soutien.
- introduction de cours d'éducation civique, juridique et politique (qui pourraient être mis en place dès cette année).
- apprentissage de l'informatique (quand on aura les moyens financiers).
- mise en place de 'Conseils de la vie lycéenne' à vocation consultative (quand on sait ce que pèse l'opinion d'un élève dans les Conseils d'Administration des établissements).

Bref, encore une 'réforme' en trompe-l'œil, censée accoucher du « lycée du XXIème siècle ». Il faut bien que les ministres successifs de l'Education Nationale gesticulent et trouvent des formules pompeuses pour montrer qu'ils s'occupent. **Alors que fondamentalement, le problème reste celui des moyens attribués à l'Education nationale :** certains départements sont réellement sinistrés de ce point de vue.

La Seine-Saint-Denis (en Région parisienne) en est emblématique : des moyens en baisse constante, des établissements délabrés, des profs démoralisés, des élèves dont l'avenir semblait de plus en plus incertain (moins de 45% de réussite au brevet, moins de 50% au bac), et



l'arrogance d'un ministère qui ne cherchait qu'à culpabiliser profs et élèves sans reconnaître sa responsabilité.

## Un mouvement de lutte exemplaire

Et puis ça a craqué : après que, le 2 mars, le ministre (PS) Claude Allègre ait annoncé un « plan d'urgence » bidon pour réhabiliter les établissements du département, **une grève dure et massive s'était déclenchée**, à l'initiative des syndicats enseignants (au premier rang desquels la FSU, le SGEN-CFDT et SUD-éduc') et fortement relayée par des comités de parents d'élève FCPE et le grand nombre des élèves.

Après huit semaines de grève, onze manifestations, c'est finalement le Conseil régional d'Ile-de-france qui cédait à la pression de la rue et annonçait un plan de rattrapage sur plusieurs années. Mais tout est loin d'être réglé, parce qu'à la rentrée 98, une bonne partie des promesses n'a pas été tenue, et le manque de personnel dans beaucoup d'établissements est criant.

## Quelle place pour les lycéen(ne)s dans ce type de mouvement ?

La présence des élèves dans ce mouvement a été déterminante, d'une part pour montrer que les enseignants n'étaient pas isolés dans la revendication, d'autre part parce que cela a constitué **une démonstration de la volonté citoyenne des lycéens, de n'être pas seulement des consommateurs et des « moutons » de l'Education nationale**, mais également des acteurs écoutés et respectés en tant que tels.

Seule ombre au tableau : les lycéens se sont trop montrés dépendants de la volonté des profs qui, eux, sont organisés en syndicats. Il faut dire que depuis 1968 et ses Comités d'Action Lycéens (CAL), les lycéens ont trop souvent négligé de se constituer des organisations autonomes (hormis la FIDEL et l'UNL, faux syndicats lycéens et vrais sous-marins du PS), ce qui entraîne des risques de récupération et d'instrumentalisation de leurs mobilisations.

**Or les lycéens, qu'ils soient en enseignement professionnel ou en enseignement général, ont des choses à dire, et se mobiliser c'est bien, mais il faut savoir pourquoi faire.**

## Lutter contre les inégalités !

Les inégalités dans l'Education nationale, elles ne sont un secret pour personne.

- **Inégalité des moyens** d'abord, entre lycées de prestige et lycées défavorisés. Les aides allouées aux lycées classés en ZEP (Zone d'Education Prioritaire) sont souvent insuffisantes, ou alors des lycées qui mériteraient d'y être classés ne le sont pas. Quand on sait que l'Etat verse chaque année des centaines de millions de francs d'aide à l'enseignement privé et confessionnel, un scandale !

- **Inégalité ensuite entre lycées généraux et lycées Pro.**

L'enseignement technique et professionnel est considéré comme un dépotoir plutôt que comme une catégorie à part entière ; la hiérarchie stupide entre ces deux formes d'enseignement aboutit en plus à dégrader et à compartimenter le savoir pratique et le savoir théorique alors qu'ils devraient être enseignés à égalité.

- Mais les inégalités au sein de l'Education nationale ne sont souvent que le reflet des **inégalités sociales** sur lesquelles notre société est fondée. Remettre en cause cela dans l'Education nationale, c'est participer d'une logique d'ensemble de remise en cause du capitalisme.

# Alternative Libertaire

## Qui sommes-nous ?

Nous sommes des jeunes communistes libertaires. Nous militons dans une organisation implantée dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse mais aussi dans celles du mouvement social.

### Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS ou Robert Hue. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses

### Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

### Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme

Contactez-nous en renvoyant le coupon ci-dessous à :

**Alternative Libertaire, BP 177,  
75967 PARIS Cedex 20**

ou

**Alternative Libertaire Nord  
c/o Poing Vire Gule, BP 1024,  
59011 LILLE Cedex**

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je souhaite m'abonner à *Alternative libertaire* (90F pour un an, chèque à l'ordre d'AGORA 2000)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

ETABLISSEMENT.....